

EXECUTIEVEN — EXÉCUTIFS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 92 — 3218

17 DECEMBRE 1992. — Décret modifiant
le décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets en Région wallonne (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

Article 1er. A l'article 1er, § 2, du décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets, les termes « créé au sein du budget de l'Office régional wallon des déchets » sont remplacés par les termes « pour la gestion des déchets créé au sein du budget des recettes et du budget général des dépenses de la Région wallonne ».

Art. 2. A l'article 7, § 2, du même décret, le mot « ou » entre les mots « travail » et « sur base » est remplacé par une virgule.

Au même paragraphe, les mots « et de ses arrêtés d'exécution » sont remplacés par les mots « sur base du décret du Conseil régional wallon du 9 mai 1985 concernant la valorisation des terrils, sur base du décret des mines du 7 juillet 1988 ou sur base du décret du 27 octobre 1988 sur les carrières et de leurs arrêtés d'exécution ».

Au même article, un § 3, est inséré, libellé comme suit :

« § 3. Par dérogation au § 1er, la présence de déchets ne constitue pas un fait générateur de la taxe pour autant que les conditions suivantes soient remplies :

a) l'endroit sur lequel les déchets sont présents fait l'objet d'une réhabilitation conformément à un plan dont l'Exécutif fixe les conditions de validité, étant entendu que la réhabilitation consiste en la réalisation de toute opération d'élimination des déchets ou de remise en état des lieux ou, en cas d'impossibilité technique ou de danger, en l'adoption de toute mesure destinée à préserver l'environnement et la santé humaine de façon durable;

b) la réhabilitation n'est pas effectuée par ou à l'initiative de la Région wallonne agissant dans le cadre d'interventions d'office ou d'urgence;

c) un cautionnement, dont le régime est déterminé par l'Exécutif, garantit les frais liés à l'exécution d'office du plan de réhabilitation visé au point a.

La présence de déchets visés au présent paragraphe redevient un fait générateur de la taxe si, à l'échéance du plan, les conditions de ce dernier ne sont pas réalisées. »

Art. 3. A l'article 10 du même décret, le mot « tonne » est remplacé par les mots « mètre cube ».

Art. 4. L'article 15, § 1er, d, du même décret, est complété par les mots « ou des sables de fonderie ».

Art. 5. La section III du chapitre IV, du même décret, comprenant les articles 19 à 25, est remplacée par les dispositions suivantes :

« Section III. — Taxe sur les déchets non ménagers.

Sous-section II. — Régime de droit commun.

Art. 19. La taxe sur les déchets non ménagers prévue à l'article 7 est perçue annuellement.

Art. 20. Le redevable de la taxe introduit une déclaration à la taxe due pour l'année échue, au plus tard le 10 janvier de l'année suivante. Cette déclaration contient tous les éléments nécessaires à l'établissement de la taxe.

Lorsque le redevable est propriétaire de plus d'un immeuble, il introduit une déclaration distincte pour chacun de ses immeubles.

Le modèle de déclaration est établi par l'Exécutif.

Sous-section II. — Régime de l'exploitant autorisé.

Art. 21. La taxe sur les déchets non ménagers prévue à l'article 12 est perçue annuellement.

Les modalités de perception sont définies par l'Exécutif. Il peut imposer le paiement par acomptes mensuels aux conditions qu'il fixe.

Art. 22. Le redevable de la taxe introduit mensuellement une déclaration des opérations imposables ou non, effectuées dans l'exercice de l'activité visée par l'article 12.

Le redevable introduit une déclaration distincte pour chacun des endroits où il exerce une activité autorisée sur la base du décret du 5 juillet 1985 relatif aux déchets.

Le modèle de déclaration ainsi que ses modalités d'introduction sont établis par l'Exécutif.

Sous-section III — Dispositions communes aux déchets non ménagers.

Art. 23. Sans préjudice d'une rectification ultérieure, le montant de la taxe est notifié au redevable au moyen d'un avertissement extrait de rôle au plus tard le 31 mars de l'année qui suit l'année où la taxe est due.

Le redevable s'acquitte du montant de la taxe mentionné à l'avertissement extrait de rôle dans le délai indiqué par celui-ci.

Art. 23bis. En cas d'erreur ou d'omission dans la déclaration du redevable, les fonctionnaires visés à l'article 17 procèdent à la rectification de la déclaration.

Avant de procéder à la rectification, les fonctionnaires visés à l'article 17 notifient au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs de la rectification et les autres éléments sur lesquels celle-ci est basée.

(1) Session 1992-1993.

Documents du Conseil, 115 (1992-1993). Nos 1 à 8.

Compte-rendu intégral. Séance publique du 16 décembre 1992. — Discussion. — Vote.

Un délai d'un mois à compter de l'envoi de cette notification est laissé au redevable pour faire valoir ses observations, par lettre recommandée à la poste, et la taxe ne peut être enrôlée avant l'expiration du délai.

Toute rectification de la déclaration est motivée et notifiée dans un délai de huit mois. Dans le cas de l'article 20, ce délai court à compter du jour de la réception de la déclaration. Dans le cas de l'article 22, ce délai court à compter du jour de la réception de la déclaration du dernier mois de l'année civile.

Art. 23 ter. Lorsque, pour quelque cause que ce soit, le redevable de la taxe n'a pas remis la déclaration prévue aux articles 20 et 22 ou ne s'est pas conformé, pour tout ou partie, aux obligations imposées par le présent décret ou en exécution de celui-ci, les fonctionnaires visés à l'article 17 sont autorisés à établir d'office la taxe due par le redevable, en raison du montant présumé de la taxe due pendant la ou les années auxquelles l'irrégularité se rapporte, eu égard aux éléments dont ils disposent.

Avant de procéder à la taxation d'office, les fonctionnaires visés à l'article 17 notifient au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs du recours à cette procédure, les quantités et la nature des déchets et les autres éléments sur lesquels la taxation d'office est basée, ainsi que le mode de détermination des données notifiées.

Un délai d'un mois à compter de l'envoi de cette notification est laissé au redevable pour faire valoir ses observations par écrit et la taxe ne peut être enrôlée avant l'expiration du délai. En même temps qu'il fait part de ses observations, le redevable peut faire état de tout autre élément permettant d'établir la taxe. Quand le redevable est taxé d'office, il lui incombe, en cas de contestation, de faire la preuve du caractère manifestement exagéré de la taxation d'office.

Toutefois, cette preuve incombe à l'administration si le redevable établit qu'il a été empêché, par de justes motifs, de communiquer, dans le délai fixé, les livres, documents ou registres relatifs à cette taxation d'office.

Art. 24. L'Office régional wallon des Déchets est autorisé à prouver, selon les règles et par tous moyens de droit commun, témoignages et présomptions compris, à l'exception du serment et, en outre, par les procès-verbaux des fonctionnaires visés à l'article 17, toute contravention aux dispositions du présent décret ou des arrêtés pris pour son exécution, de même que tout fait quelconque qui établit ou qui concourt à établir la déduction de la taxe ou d'une amende.

Art. 25. Sont solidairement responsables du paiement de la taxe sur les déchets non ménagers, le propriétaire, le possesseur, l'emphytéote, le superficiaire, l'usufruitier et le locataire de tout endroit où sont présents des déchets non ménagers ou sur lequel une personne physique ou morale exerce une activité d'exploitation de décharge autorisée sur la base du décret du Conseil régional wallon du 5 juillet 1985 et de ses arrêtés d'exécution. »

Art. 6. L'article 34 du même décret est modifié comme suit :

« § 1er. A défaut de paiement dans les délais fixés aux articles 18, 19 et 21, les sommes dues sont productives au profit du Trésor régional, pour la durée du retard, d'un intérêt fixé à 1 % par mois civil.

§ 2. L'Exécutif peut adapter ce taux lorsque les fluctuations du taux de l'intérêt fixé sur le marché financier le justifient.

§ 3. Ce montant est calculé sur la somme de la taxe arrondie au millier inférieur, le mois de l'échéance étant négligé, mais le mois au cours duquel a lieu le paiement étant compté pour un mois entier. L'intérêt de retard n'est pas dû si son montant n'atteint pas 100 francs.

§ 4. Pour l'acompte visé à l'article 21, l'intérêt est calculé sur la somme due par jour de retard sur base de 365 jours calendrier.

§ 5. L'Exécutif arrête les conditions d'exonération des intérêts dus. »

Art. 7. Le présent décret entre en vigueur le 1er janvier 1993.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 17 décembre 1992.

Le Président de l'Exécutif,
chargé de l'Economie, des P.M.E. et des Relations extérieures,
G. SPITAEELS

Le Ministre du Développement technologique et de l'Emploi,
A. LIENARD

Le Ministre des Affaires intérieures,
chargé des Pouvoirs locaux, de l'Administration et des Travaux subsidiés,
G. MATHOT

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Budget,
R. COLLIGNON

Le Ministre des Travaux publics,
J.-P. GRAFE

Le Ministre des Transports,
A. BAUDSON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 92 — 3218

17. DEZEMBER 1992. — Dekret zur Abänderung
des Dekrets vom 25. Juli 1991 über die Veranlagung der Abfälle in der Wallonischen Region (1)

Der Wallonische Regionalrat hat folgendes angenommen, und Wir, Exekutive, sanktionieren es :

Artikel 1. In Artikel 1, § 2 des Dekrets vom 25. Juli 1991 über die Veranlagung der Abfälle wird der Wortlaut « zugeführt, der im Haushaltsplan des Wallonischen Regionalen Amtes für Abfälle » ersetzt durch « für die Abfallverwaltung zugeführt der im Rahmen des Haushaltsplans der Einnahmen und allgemeinen Ausgaben der Wallonischen Region geschaffen wird ».

Art. 2. In Artikel 7, § 2 des gleichen Dekrets wird das Wort « oder » zwischen den Worten « Arbeitsschutzverordnung » und « aufgrund » durch ein Komma ersetzt.

Im gleichen Paragraphen wird der Wortlaut « und dessen Durchführungserlasse » ersetzt durch « , aufgrund des Dekrets des Wallonischen Regionalrats vom 9. Mai 1985 bezüglich der Erschließung von Halden, aufgrund des Dekrets über die Gruben vom 7. Juli 1988 oder aufgrund des Dekrets vom 27. Oktober 1988 über die Steinbrüche und deren Durchführungserlasse ».

Im gleichen Artikel wird ein § 3 mit nachstehendem Wortlaut eingefügt :

« § 3. In Abweichung von Paragraph 1 stellt das Vorhandensein von Abfällen keinen die Abgabe auslösenden Tatbestand dar, soweit die folgenden Bedingungen erfüllt sind :

a) Der Ort, an dem die Abfälle liegen, ist Gegenstand einer Sanierung entsprechend einem Plan, dessen gültige Bedingungen die Exekutive festlegt; hierbei wird davon ausgegangen, dass im Rahmen der Sanierung alle Massnahmen zur Beseitigung der Abfälle oder zur Instandsetzung dieser Orte durchgeführt werden oder, falls dies technisch unmöglich oder gefährlich sein sollte, dass alle Massnahmen zur Erhaltung der Umwelt und der Gesundheit der Menschen auf dauerhafte Weise ergriffen werden;

b) die Sanierung wird nicht durch oder auf Initiative der Wallonischen Region durchgeführt, die im Rahmen von Amtshandlungen oder Sofortmassnahmen tätig wird;

c) eine Sicherheitsleistung, deren rechtliche Regelung durch die Exekutive bestimmt wird, gewährleistet die mit dem von Amts wegen durchgeführten, in Punkt a angesprochenen Sanierungsplan verbundenen Kosten.

Das Vorhandensein der im vorliegenden Paragraphen angesprochenen Abfälle wird erneut zu einem die Abgabe auslösenden Tatbestand, wenn bei Fälligkeit des Plans, die durch ihn angestrebten Bedingungen nicht verwirklicht worden sind. »

Art. 3. In Artikel 10 des gleichen Dekrets wird das Wort « Tonne » durch das Wort « Kubikmeter » ersetzt.

Art. 4. Artikel 15 § 1, d), des gleichen Dekrets wird um die Worte « oder Metallgiessereisand » erweitert.

Art. 5. Der Abschnitt III des Kapitels IV des gleichen Dekrets, der die Artikel 19 bis 25 umfasst, wird die folgenden Regelungen ersetzt :

« **Abschnitt III.** — Abgabe für nichthäusliche Abfälle.

Unterabschnitt I. — Gemeinrechtliche Regelung.

Art. 19. Die in Artikel 7 vorgesehene Abgabe für nichthäusliche Abfälle wird jährlich erhoben.

Art. 20. Der Abgabepflichtige reicht spätestens bis zum 10. Januar des darauffolgenden Jahres eine Erklärung ein über die für das abgelaufene Jahr zu entrichtende Abgabe. Diese Erklärung führt alle zur Berechnung der Abgabe erforderlichen Angaben auf.

Wenn der Abgabepflichtige mehr als ein Gebäude besitzt, muss er eine getrennte Erklärung für jedes dieser Gebäude einreichen.

Das Muster der Erklärung wird von der Exekutive bestimmt.

Unterabschnitt II. — Regelung für den zugelassenen Betreiber.

Art. 21. Die in Artikel 12 vorgesehene Abgabe für nichthäusliche Abfälle wird jährlich erhoben.

Die Bedingungen der Abgabenerhebung werden von der Exekutive definiert. Sie kann die Zahlung monatlicher Vorauszahlungen zu den von ihr festgelegten Bedingungen vorschreiben.

Art. 22. Der Abgabepflichtige reicht monatlich eine Erklärung über seine angabepflichtigen oder seine nicht angabepflichtigen Tätigkeiten ein, ausgeübt in Ausführung seiner Aktivität im Hinblick auf Artikel 12.

Der Abgabepflichtige reicht eine getrennte Erklärung für jeden einzelnen Ort ein, an dem er eine aufgrund des Dekrets vom 5. Juli 1985 über Abfälle genehmigte Aktivität ausübt.

Das Muster der Erklärung sowie die Bedingungen für dessen Einreichung werden von der Exekutive bestimmt.

Unterabschnitt III. — Gemeinsame Regelungen betreffend nichthäusliche Abfälle.

Art. 23. Unbeschadet einer späteren Berichtigung wird der Betrag der Abgabe dem Abgabepflichtigen mittels Veranlagungsbescheid mitgeteilt, spätestens am 31. März des Jahres, das dem Fälligkeitsjahr folgt.

Der Abgabepflichtige zahlt den im Veranlagungsbescheid angegebenen Betrag der Abgabe binnen der darin erwähnten Frist.

Art. 23 bis. Im Falle eines Irrtums oder einer Auslassung in der Erklärung des Abgabepflichtigen, stellen die in Artikel 17 erwähnten Beamten die Erklärung richtig.

(1) Sitzung 1992-1993.

Ratsdokumente, 115 (1992-1993). Nrn. 1 bis 8.

Ausführlicher Bericht, öffentliche Sitzung vom 16. Dezember 1992. Diskussion. — Abstimmung.

Bevor die in Artikel 17 angeführten Beamten die Berichtigung vollziehen, benachrichtigen sie den Abgabepflichtigen per Einschreibebrief über die Beweggründe der Berichtigung sowie die weiteren Elemente, auf die sie sich stützen.

Der Abgabepflichtige verfügt über eine Frist von einem Monat nach Versand dieser Benachrichtigung, um seine Bemerkungen per Einschreibebrief geltend zu machen, und die Abgabe kann nicht vor Ablauf der Frist festgelegt werden.

Jede Berichtigung der Erklärung wird begründet und innerhalb einer Frist von acht Monaten schriftlich mitgeteilt. Im Fall des Artikels 20 zählt die Frist ab dem Tag des Empfangs der Erklärung. Im Fall des Artikels 22 zählt diese Frist ab dem Tag des Empfangs der Erklärung des letzten Monats des Kalenderjahres.

Art. 23ter. Wenn der Abgabepflichtige aus welchem Grund auch immer keine Erklärung im Sinne von Artikeln 20 und 22 eingereicht hat oder sich insgesamt bzw. zum Teil nicht an die durch das vorliegende Dekret oder in dessen Ausführung auferlegten Verpflichtungen gehalten hat, sind die in Artikel 17 erwähnten Beamten befugt, die vom Abgabepflichtigen zu entrichtende Abgaben von Amts wegen zu berechnen, unter Berücksichtigung der ihnen zur Verfügung stehenden Angaben, aufgrund des mutmasslichen Betrages der Abgabe für das bzw. die Jahre auf die sich die Irregularität bezieht.

Bevor die in Artikel 17 erwähnten Beamten die Veranlagung von Amts wegen vornehmen, teilen sie dem Abgabepflichtigen die Gründe für die Anwendung des Verfahrens, die jeweilige Menge und Art der Abfälle sowie die anderen Angaben, auf die sich die Veranlagung stützen wird, einschliesslich des Weges, auf dem die mitgeteilten Angaben festgelegt wurden, per Einschreibebrief mit.

Der Abgabepflichtige verfügt über eine Frist von einem Monat nach Versand dieser Mitteilung, um seine Bemerkungen schriftlich geltend zu machen, und die Abgabe kann nicht vor Ablauf der Frist festgelegt werden. Gleichzeitig mit seinen Anmerkungen kann der Abgabepflichtige alle weiteren Elemente anführen, die zur Festlegung der Abgabe dienen können.

Wenn der Abgabepflichtige von Amts wegen veranlagt wird, muss er bei einem Einwand den Nachweis erbringen, dass die Veranlagung von Amts wegen eindeutig übertrieben ist. Dieser Nachweis muss allerdings von der Verwaltung erbracht werden, wenn der Abgabepflichtige nachweist, dass er aus gerechtfertigten Gründen daran gehindert war, innerhalb der vorgeschriebenen Frist die Bücher, Unterlagen oder Register betreffend diese Veranlagung von Amts wegen zu übermitteln.

Art. 24. Das wallonische regionale Amt für Abfälle ist befugt, sämtliche Verletzungen der Bestimmungen des vorliegenden Dekrets oder der zu seiner Durchführung beschlossenen Erlasse sowie sämtlicher Tatbestände, durch die bzw. anhand derer bestimmt wird, dass die Abgabe oder eine Geldstrafe zu zahlen ist, gemäss den Regeln und mit sämtlichen gemeinrechtlichen Mitteln, einschliesslich Zeugenaussagen und Vermutungen, mit Ausnahme des Eides, und darüber hinaus mit den Protokollen der in Artikel 17 erwähnten Beamten nachzuweisen.

Art. 25. Der Eigentümer, der Besitzer, der Erbpächter, der Niessbraucher und der Mieter jeglichen Ortes, an dem sich nichthäusliche Abfälle befinden oder an dem eine natürliche oder juristische Person eine aufgrund des Dekrets des Wallonischen Regionalrates vom 5. Juli 1985 und dessen Durchführungserlasse zugelassene Deponie betreibt, haften als Gesamtschuldner für die Zahlung der Abgabe für nichthäusliche Abfälle. »

Art. 6. Artikel 34 des gleichen Dekrets wird wie folgt abgeändert :

« § 1. Wenn die Abgabe nicht binnen der aufgrund der Artikel 18, 19 und 21 bestimmten Frist gezahlt worden ist, unterliegen die ausstehenden Beträge für die Dauer des Verzugs einem Zins von 1 % je Kalendermonat zugunsten der regionalen Finanzbehörde.

§ 2. Die Exekutive kann diesen Zinsfuß anpassen, wenn die Fluktuationen der festen Zinsraten auf dem Finanzmarkt dies rechtfertigen.

§ 3. Dieser Zins wird monatlich auf der Grundlage des auf das untere Tausend abgerundeten Gesamtbetrags der geschuldeten Abgaben berechnet. Der Fälligkeitsmonat bleibt unberücksichtigt, jedoch zählt der Monat, in dem die Zahlung erfolgt, als ganzer Monat. Verzugszinsen werden erst fällig, wenn sie einen Betrag von 100 Franken erreichen.

§ 4. Für die in Artikel 21 erwähnte Vorauszahlung wird der Zins auf die Summe berechnet, die je Verzugstag auf der Grundlage eines Kalenderjahres von 365 Kalendertagen fällig ist.

§ 5. Die Exekutive legt die Bedingungen für die Tilgung der fälligen Zinsen fest. »

Art. 7. Vorliegendes Dekret tritt am 1. Januar 1993 in Kraft.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.
Namur, den 17. Dezember 1992.

Der Vorsitzende der Exekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, der KMB und den Auswärtigen Beziehungen,

G. SPITAELS

Der Minister der Technologischen Entwicklung und der Beschäftigung,

A. LIENARD

Der Minister der Inneren Angelegenheiten,
beauftragt mit den Lokalen Behörden, der Verwaltung und den Bezuschussten Arbeiten,

G. MATHOT

Der Minister des Transportwesens,

A. BAUDSON

Der Minister der Öffentlichen Arbeiten,

J.-P. GRAFE

Der Minister der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Haushaltes,

R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

G. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 92 — 3218

17 DECEMBER 1992. — Decreet houdende wijziging van 25 juli 1991 met betrekking tot de belasting op de afvalstoffen in het Waalse Gewest

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. In artikel 1, § 2, van het decreet van 25 juli 1991 met betrekking tot de belasting op de afvalstoffen, worden de woorden « dat in het midden van de begroting van de »office regional wallon des dechets « wordt opgericht » vervangen door de woorden « voor het beheer van de afvalstoffen, opgericht in de inkomstenbegroting en in de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest ».

Art. 2. In artikel 7 § 2 van hetzelfde decreet, wordt het woord « of » tussen de woorden « Arbeidsbescherming » en « op basis » vervangen door een komma.

In dezelfde paragraaf worden de woorden « en zijn uitvoeringsbesluiten » vervangen door de woorden « op basis van het decreet van de Waalse Gewestraad van 9 mei 1985 betreffende de ontsluiting van de steenbergren, op basis van het decreet der mijnen van 7 juli 1988 of op basis van het decreet van 27 oktober 1988 over de groeven en hun uitvoeringsbesluiten ».

In hetzelfde artikel wordt een § 3 ingelast, die als volgt luidt :

« § 3. In afwijking van § 1 wordt de aanwezigheid van afvalstoffen niet als oorzaak van de belasting beschouwd voor zover de volgende voorwaarden zijn verwezenlijkt :

a) de plaats waar de afvalstoffen aanwezig zijn is onderworpen aan een sanering overeenkomstig een plan waarvan de Executieve de geldigheidsvoorwaarden vastlegt, met dien verstande dat de sanering bestaat uit de realisatie van iedere verwijderingsoperatie van de afvalstoffen of het herstel van de plaats in haar vroegere toestand, of, ingeval van technische onmogelijkheid of gevaar, uit het treffen van een maatregel bestemd tot het duurzaam behoud van het leefmilieu en van de gezondheid van de mens;

b) de sanering wordt niet door of op initiatief van het Waalse Gewest verwezenlijkt handelend in het kader van ambtshalve of dringende maatregelen;

c) een borgsom, waarvan de Executieve het stelsel bepaalt, garandeert de kosten verbonden aan de ambtshalve verwezenlijking van het onder punt a vernoemde saneringsplan.

De aanwezigheid van de afvalstoffen zoals bedoeld in deze paragraaf, wordt opnieuw de oorzaak van de belasting, wanneer op de vervaldag van het plan, de voorwaarden van deze laatste niet zijn verwezenlijkt. »

Art. 3. In artikel 10 van hetzelfde decreet, wordt het woord « ton » vervangen door de woorden « kubieke meter ».

Art. 4. Artikel 15, § 1, d, van hetzelfde decreet wordt aangevuld met de woorden « of metaalgietterijzanden ».

Art. 5. Afdeling III van hoofdstuk IV van hetzelfde decreet, bestaande uit de artikelen 19 tot 25, wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« *Afdeling III.* — Belasting op de niet-huishoudelijke afvalstoffen ».

Onderafdeling I. — Stelsel van gewoon recht.

Art. 19. De belasting op de niet-huishoudelijke afvalstoffen bedoeld in artikel 7 wordt jaarlijks geïnd.

Art. 20. De belastingplichtige dient uiterlijk op 10 januari van het volgend jaar een aangifte in voor de voor het verstreken jaar verschuldigde belasting. Die aangifte omvat alle voor de berekening van de belasting vereiste gegevens.

Wanneer de belastingplichtige eigenaar is van meer dan een onroerend goed, moet hij voor elk van die goederen een afzonderlijke aangifte indienen.

Het model van de aangifte wordt opgemaakt door de Executieve.

Onderafdeling II. — Stelsel van de vergunde uitbater.

Art. 21. De belasting op de niet-huishoudelijke afvalstoffen bedoeld in artikel 12 wordt jaarlijks geïnd.

De inningsmodaliteiten worden door de Executieve bepaald. De Executieve mag de betaling door middel van voorschotten opleggen op de door haar vastgelegde voorwaarden.

Art. 22. De belastingplichtige moet maandelijks een aangifte indienen betreffende de al dan niet belastbare operaties die in het kader van de artikel 12 bedoelde activiteit zijn uitgeoefend.

De belastingplichtige moet een afzonderlijke aangifte indienen voor elk van de plaatsen waar hij op basis van het decreet van 5 juli 1985 betreffende de afvalstoffen een vergunde activiteit uitoefent.

Het model van de aangifte alsmede de indieningsmodaliteiten worden opgemaakt door de Executieve.

Onderafdeling III. — Gemeenschappelijke bepalingen voor de niet-huishoudelijke afvalstoffen.

Art. 23. Onverminderd een latere rectificatie wordt het bedrag van de belasting uiterlijk op 31 maart van het volgend jaar aan de hand van een aanslagbiljet aan de belastingplichtige bekendgemaakt.

De belastingplichtige kwijt zich los van het in het aanslagbiljet vermelde bedrag van de belasting binnen de daarin voorgeschreven termijn.

Art. 23 bis. In geval van vergissing of verzuim in de aangifte van de belastingplichtige gaan de in artikel 17 bedoelde ambtenaren over tot de rectificatie van de aangifte.

Alvorens tot de rectificatie over te gaan, moeten de in artikel 17 bedoelde ambtenaren de redenen van de rectificatie en de andere elementen waarop ze steunt aan de belastingplichtige bij een ter post aangetekende brief betekenen.

(1) *Zitting 1992-1993.*

Stukken van de Raad, 115 (1992-1993). Nrs. 1 tot 8.

Volledig verslag. Openbare vergadering van 16 december 1992. Bespreking. — Stemming.

Een termijn van een maand met ingang van de zending van die bekendmaking wordt geopend voor de belastingplichtige om zijn opmerkingen bij een ter post aangetekende brief te doen gelden en de belasting mag niet voor het verstrijken van deze termijn worden vastgesteld.

Elke aan de aangifte aangebrachte wijziging moet met redenen omkleed zijn en moet aan de belastingplichtige bekendgemaakt worden binnen een termijn van acht maanden. In het geval van artikel 20, begint deze termijn met ingang van de dag van ontvangst van de aangifte. In het geval van artikel 22, begint de termijn met ingang van de dag van ontvangst van de aangifte van de laatste maand van het burgerlijk jaar.

Art. 23^{ter}. Wanneer, ongeacht de reden, de belastingplichtige de in artikelen 20 en 22 bedoelde aangifte niet heeft ingediend of de bij dit decreet of in uitvoering ervan opgelegde verplichtingen geheel of gedeeltelijk niet in acht heeft genomen, worden de in artikel 17 bedoelde ambtenaren gemachtigd, met inachtneming van de gegevens waarover zij beschikken, de door de belastingplichtige verschuldigde belasting eigenmachtig te berekenen naar mate van het veronderstelde bedrag van de belasting verschuldigd gedurende het of de jaren waarop de onregelmatigheid betrekking heeft.

Alvorens tot de ambtshalve aanslag over te gaan, moeten de in artikel 17 bedoelde ambtenaren de redenen die de toepassing van die procedure verantwoordt, de hoeveelheden en de aard van de afvalstoffen en de andere elementen waarop de belasting zal berekend worden, alsmede de bepalingwijze van de bekendgemaakte gegevens bij een ter post aangetekende brief betekenen.

Een termijn van een maand met ingang van de zending van die bekendmaking wordt geopend voor de belastingplichtige om zijn opmerkingen schriftelijk te doen gelden en de belasting mag niet voor het verstrijken van deze termijn worden vastgesteld. Samen met zijn opmerkingen, mag de belastingplichtige elk ander element mededelen waarop de belasting kan berekend worden.

In geval van ambtshalve aanslag dient de belastingplichtige, indien er betwisting is, de duidelijk bovensporige aard van de ambtshalve aanslag te bewijzen. Het behoort evenwel aan de administratie dat bewijs te leveren wanneer de belastingplichtige aantoonde dat wettige redenen hem hebben belet boeken, bescheiden en registers over te leggen met betrekking tot deze ambtshalve aanslag.

Art. 24. De « Office régional wallon des Déchets » is ertoe gemachtigd elke overtreding van de bepalingen van dit decreet of van zijn uitvoeringsbesluiten, alsmede elk feit dat vaststelt of tot de vaststelling bijdraagt dat de belasting of een boete verschuldigd is, te bewijzen overeenkomstig de regelen en met alle middelen van gemeen recht, getuigenissen en vermoedens inbegrepen, met uitzondering van de eed en bovendien met de processen-verbaal opgemaakt door de in artikel 17 bedoelde ambtenaren.

Art. 25. Zijn voor de betaling van de belasting op de niet-huishoudelijke afvalstoffen solidair verantwoordelijk de eigenaar, de bezitter, de erfpachter, de oppervlakteeigenaar, de vruchtgebruiker en de huurder van een plaats waar niet-huishoudelijke afvalstoffen worden opgeslagen of waar een natuurlijke of rechtspersoon een op basis van het decreet van de Waalse Gewestraad van 5 juli 1985 en van zijn uitvoeringsbesluiten gemachtigde stortplaats uitbaat. »

Art. 6. Artikel 34 van hetzelfde decreet wordt als volgt gewijzigd :

« § 1. Bij wanbetaling binnen de in de artikelen 18, 19 en 21 gestelde termijnen, brengen de verschuldigde sommen ten bate van de Schatkist voor de duur van het verwijl, een interest op die is vastgesteld op 1 % per kalendermaand.

§ 2. De Executieve kan, wanneer zulks ingevolge de op de geldmarkt toegepaste rentevoeten verantwoord is, dit tarief aanpassen.

§ 3. Dit bedrag wordt voor elke aanslag berekend op de nog verschuldigde som, afgerond op het lagere duizendtal; de vervulmaand wordt niet meegerekend, doch de maand waarin de betaling geschiedt wordt voor een volle maand geteld. De nalatighedsinterest is niet verschuldigd wanneer hij geen 100 frank bedraagt.

§ 4. Voor het voorschot bedoeld in artikel 21, wordt de interest berekend op de som verschuldigd per verwijldag, op basis van 365 kalenderdagen.

§ 5. De Executieve bepaalt de ontheffingsvoorwaarden van de verschuldigde interesten.

Art. 7. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 1993.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt,

Namen, 17 december 1992.

De Voorzitter van de Executieve,
belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,
G. SPITAEELS

De Minister van Technologische Ontwikkeling en Tewerkstelling,
A. LIENARD

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden,
belast met Plaatselijke Besturen, Administratie en Gesubsidieerde Werken,
G. MATHOT

De Minister van Vervoer,
A. BAUDSON

De Minister van Openbare Werken,
J.-P. GRAFE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Begroting,
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Bronnen en Landbouw
G. LUTGEN